



ENERGIZING FINANCE
REPORT SERIES

DYNAMISER LE FINANCEMENT DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE : UN TOUR D'HORIZON

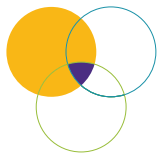
2019

RESUME EXECUTIF



CLIMATE
POLICY
INITIATIVE





AVANT-PROPOS

L'objectif de développement durable 7 (ODD 7) exige un engagement financier très important et concerté. Si nous souhaitons garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable d'ici 2030, des milliards de dollars doivent être mobilisés chaque année et rapidement pour l'accès à l'électrification et aux modes de cuissons propres.

Le montant du financement nécessaire n'est pas astronomique, compte tenu des capitaux circulant chaque jour dans le monde. Cependant, il existe une nette tendance à montrer qu'année après année, les investissements pour l'électricité et les modes de cuissons propres sont inférieurs à ceux nécessaires pour garantir un accès universel.

Sustainable Energy for All (SEforALL) et Climate Policy Initiative ont mis en lumière cette tendance, par le biais de la série d'études intitulée « *Energizing Finance* ». Maintenant dans sa troisième année de publication, le rapport *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : UN TOUR D'HORIZON 2019* identifie les promesses de financements publiques et privés dans 20 pays en développement, appelés "pays à revenu élevé (PRE/ HICs en anglais)", regroupant près de 80% des personnes n'ayant pas accès à l'énergie durable.

Le rapport de cette année présente une image globale du financement destiné à l'énergie durable de 2013 à 2017, en mettant l'accent sur les promesses de dons relatives aux différentes solutions énergétiques et aux niveaux d'accès qu'elles peuvent fournir. De nouvelles données sont également introduites cette année sur les finances nationales et

les dépenses publiques dans quatre pays – l'Ouganda, les Philippines, le Nigeria et le Népal – afin de cerner plus précisément la manière dont le financement est traité au niveau national. La combinaison de l'analyse des tendances à long terme et de l'analyse approfondie des pays fournit aux décideurs politiques et aux financiers un ensemble de preuves qui les aideront à hiérarchiser leurs répartitions des ressources.

Une leçon importante de ce rapport est que les engagements financiers globaux pour l'accès à l'énergie ne peuvent pas être pris pour argent comptant. Bien que les promesses financières en matière d'accès à l'électricité semblent augmenter au niveau mondial, un examen plus approfondi révèle que les fonds ne sont pas destinés à aider les personnes les plus démunies.

L'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'investissement permanent avec quatre pays ayant subi une baisse d'investissements en 2017. Bien que les investissements dans les centrales à combustibles fossiles aient diminué de 19% en 2017, le financement destiné aux solutions décentralisées n'a augmenté que de 10%, la moitié de ces investissements étant destiné à seulement trois pays d'Afrique de l'Est.

Sur les 36 milliards de Dollars de financement total destiné à faciliter l'accès à l'électricité pour tous en 2017, on estime que seulement 12,6 milliards serviront à financer un nouvel accès pour les ménages. L'électricité à des fins industrielles ou commerciales est importante pour le développement économique d'un pays, mais l'accès des ménages à l'électricité

est essentiel pour la construction de communautés saines et équitables. Le terme Energie durable pour tous signifie que personne ne soit laissé pour compte dans la transition énergétique. Nous avons donc accordé, dans ce rapport, une attention particulière aux besoins en énergie des groupes les plus vulnérables – les femmes et les personnes déplacées, afin d'évaluer si la finance internationale soutient leur développement et leur égalité sociale.

Nous savons que les femmes et les enfants sont affectés de manière disproportionnée par la dépendance au combustible traditionnel pour cuire. Le temps consacré à rassembler du carburant et l'exposition aux émanations de ces combustibles ne représentent que deux des problèmes majeurs auxquels ils sont confrontés. Cela rend les données de 2017 sur le financement des solutions des modes de cuisson propres particulièrement problématiques. Le financement des modes de cuisson propres a chuté de 73% en 2017 par rapport à la période 2015-2016. Ce manque d'investissement se fait au détriment de la santé de la population et compromet l'égalité des sexes ; les femmes continuant de subir le fardeau d'un mode de cuisson polluant.

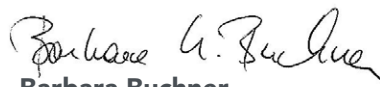
Malgré des tendances inquiétantes, l'analyse présentée dans ce rapport révèle également des signes prometteurs pour la prochaine décennie. De nouveaux mécanismes de financement sont en train d'émerger pour remédier aux obstacles spécifiquement liés à l'investissement dans l'électricité et l'accès aux modes de cuisine propre des institutions nationales et internationales. Les modèles de paiement à l'acte, le financement basé sur les résultats et le financement participatif peuvent tous contribuer à libérer des capitaux vitaux, mais ils doivent être redimensionnés et déployés plus rapidement.

En fin de compte, sans financement adéquat, nous ne pourrons atteindre l'ODD7 d'ici 2030. Le capital existe, mais il existe un besoin évident d'innovation dans la façon dont il est mobilisé et alloué à grande échelle. La Série d'études Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : UN TOUR D'HORIZON 2019 démontre pour quelles régions et pour quelles personnes le financement de l'accès à l'énergie est le plus nécessaire. Les éléments de preuve présentés ici devraient inciter les gouvernements, les entreprises et les organisations de développement à élaborer de nouvelles politiques et de nouveaux cadres d'investissement qui généreront une énergie durable pour tous.



Glenn Pearce Oroz

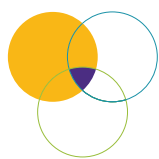
Directeur, Politiques et Programmes
Sustainable Energy for All (SEforALL)



Barbara Buchner

Directrice Générale
Climate Policy Initiative (CPI)





RESUME EXECUTIF

L'aide financière est primordiale pour atteindre l'objectif de développement durable 7 (ODD7), qui vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. Cependant, moins d'un quart des investissements nécessaires à l'accès universel à l'électricité a eu lieu. La situation en ce qui concerne les modes de cuisson propres est encore plus préoccupante, dans la mesure où les investissements continuent à accusé un retard encore plus grand. Les progrès vers l'accès universel à l'électrification et aux modes de cuisson propres restant sous-financés, il est de plus en plus improbable d'atteindre l'ODD7 d'ici 2030.

Sans effort concerté pour augmenter les flux de financement cibles, il est probable que les objectifs d'accès à l'énergie de nombreux gouvernements ne soient pas atteints. Cela est particulièrement vrai en Afrique subsaharienne, où des investissements plus importants dans des solutions d'électrification hors réseau et de modes de cuisson propres sont nécessaires.

Ce manque à gagner pourrait avoir de graves répercussions sur le développement mondial, l'accès à l'énergie visant la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD), notamment en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire, d'égalité des sexes, de réduction de la pauvreté, d'emploi et d'action climatique. A seulement 10 ans de 2030, date butoir pour atteindre tous les objectifs de développement durable, nous devons agir rapidement.

La série d'études « *Energizing Finance* », développée par « Sustainable Energy for All » en partenariat

avec « Climate Policy Initiative », constitue la première et unique tentative approfondie de collecte de données pluriannuelles sur le financement des deux domaines-clés relatif à l'accès à l'énergie : l'électrification et les modes de cuisson propres. Ce rapport se concentre sur les engagements en matière de financement public et privé dans 20 pays en développement, appelés "pays à revenu élevé (PRE/ HICs en anglais) regroupant près de 80% des personnes n'ayant pas accès à une énergie moderne et durable¹.

Ce rapport, qui en est à sa troisième édition, met à jour les résultats des précédentes constatations de 2013-2014 et de 2015-2016 avec les promesses de financements relatives à l'accès à l'énergie depuis 2017². Pour la première fois, les décideurs politiques et les financiers des ODD travaillant à la réalisation de l'accès universel à l'énergie peuvent consulter une analyse de tendance quinquennale indiquant les flux de financement pour l'accès à l'énergie qui sont arrivés ou pas. Cette année, le rapport fournit une analyse approfondie des données supplémentaires sur les finances nationales et les dépenses publiques dans quatre pays : l'Ouganda, les Philippines, le Nigéria et le Népal.

Sous tous les angles, les investissements pour l'électricité et les modes de cuisson propres restent nette-

¹ En ce qui concerne les résultats d'accès à l'électricité, les pays sont les suivants: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Burkina Faso, République Démocratique du Congo (RDC), Éthiopie, Inde, Kenya, RPD Corée, Madagascar, Malawi, Mozambique, Myanmar, Niger, Nigéria, Philippines, Soudan, Tanzanie, Ouganda et Yémen. Pour les résultats d'accès au système de mode de cuisson propre, les pays sont les suivants: Afghanistan, Bangladesh, Chine, Congo, Éthiopie, Inde, Indonésie, Kenya, Corée, Madagascar, Mozambique, Myanmar, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Soudan, Tanzanie, Ouganda et Vietnam.

² Toutes les conclusions du rapport sont comparées aux résultats des deux rapports précédents, exprimés en chiffres annuels moyens pour 2013-2014 et 2015-2016.

ment en-deçà du besoin estimé de combler le déficit d'accès à l'énergie. Les investissements destinés à l'Afrique subsaharienne, région comptant plus d'un demi milliard de personnes démunies d'électricité, sont extrêmement faibles. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à augmenter les investissements supplémentaires si nous voulons rendre l'énergie accessible à tous d'ici 2030. Nous devons nous mobiliser afin de mettre en œuvre toutes les actions nécessaires, y compris, sans toutefois s'y limiter, à la mobilisation de financements privés, à des actions et des engagements politiques nationaux plus fort, au soutien de modèles commerciaux innovants, au développement de marchés, ainsi que les mécanismes permettant de reproduire à grande échelle les meilleures pratiques.

RÉSULTATS SUR L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

LE FINANCEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES 20 PAYS EN DÉVELOPPEMENT, APPELÉS "PAYS À REVENU ÉLEVÉ (PRE/ HICS EN ANGLAIS)", A ATTEINT UN RECORD DE 36 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2017, PRINCIPALEMENT EN RAISON DE L'AUGMENTATION DES FINANCES PUBLIQUES INTERNATIONALES. MAIS AVEC SEULEMENT UN TIERS DE CES FINANCEMENTS - SOIT 12,2 MILLIARDS DE DOLLARS - BÉNÉFICIAINT AUX MÉNAGES, LES FINANCEMENTS SONT BIEN EN-DEÇÀ DES BESOINS.

Le financement de l'électricité dans les 20 pays « à revenu élevé » (PRE/ HICS en anglais) a atteint 36 milliards de dollars en 2017, après avoir stagné à 30 milliards de dollars en 2015-2016.

Cependant, seul un tiers de ces financements, soit 12,6 milliards de dollars, aurait fourni un accès aux ménages. Alors que nous nous approchons des besoins d'investissement précédemment estimés à 51 milliards de dollars pour offrir un accès universel à l'électricité aux ménages d'ici 2030 (IEA, 2018), il est clair qu'il est urgent d'accroître les investissements, en particulier dans le secteur hors réseau et dans toute l'Afrique subsaharienne.

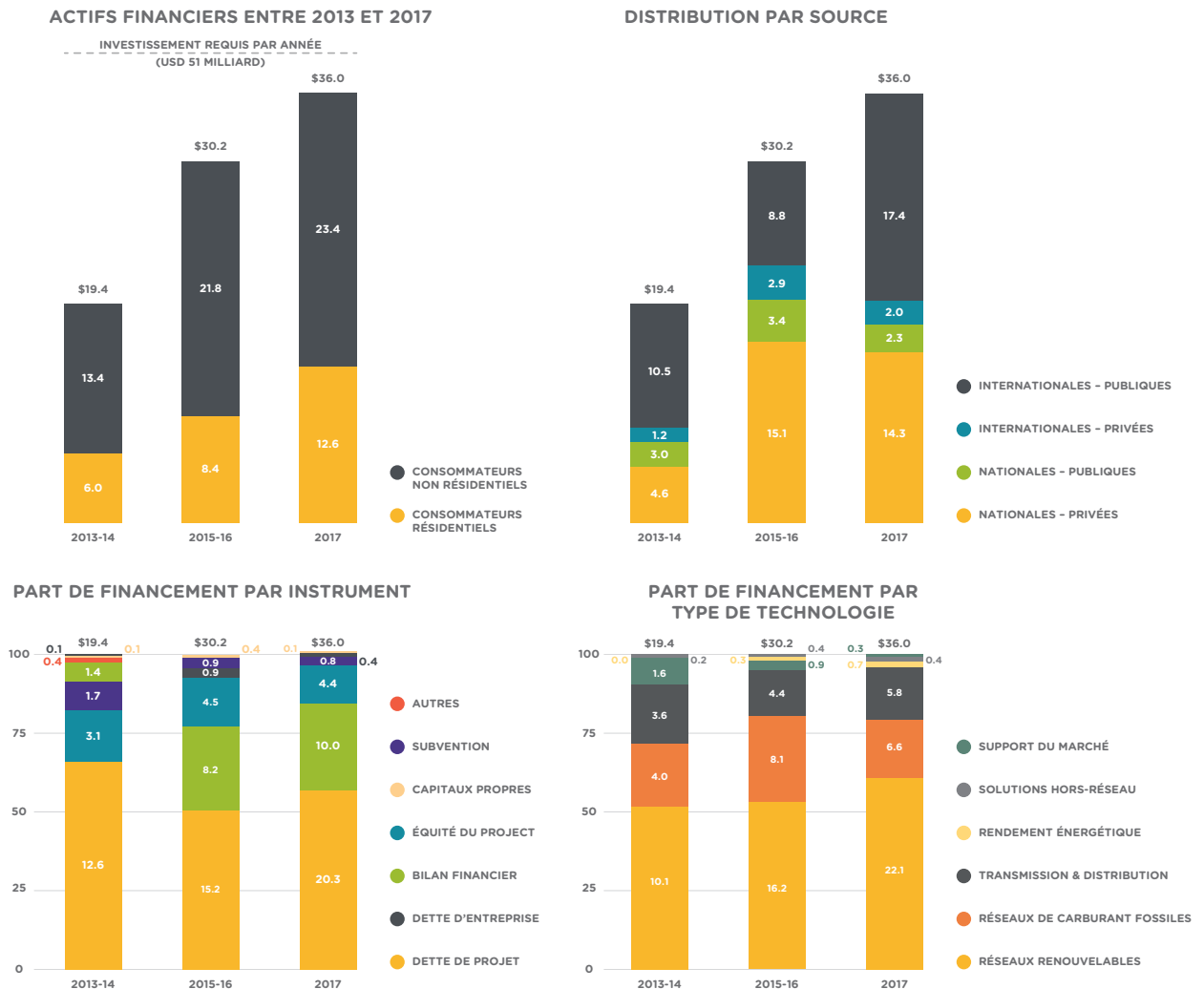
Le financement de l'accès à l'électricité en provenance de sources publiques internationales a considérablement augmenté pour atteindre 19,4 milliards de dollars en 2017, après avoir stagné entre 2013 et 2016 à 11,7 milliards de dollars par an. Cela comprend le financement des agences de crédit à l'exportation et des institutions multilatérales de financement du développement (IFD), qui ont augmenté leurs engagements annuels pour des projets d'électricité en Afrique subsaharienne et en Asie.

Toutefois, les flux d'aide bilatérale des gouvernements donateurs des pays les plus développés, en particulier du Japon et des États-Unis, ont fortement diminué, passant de 4,1 milliards de dollars en 2015-2016 à 2,3 milliards de dollars en 2017. Pour la première fois depuis 2013, le rapport a suivi les projets d'électricité financés par des entités publiques indiennes d'autres pays à revenu élevé : l'Afghanistan, le Myanmar et le Bangladesh.

Après une augmentation régulière entre 2015 et 2016 due à l'essor du secteur des énergies renouvelables en Inde, le financement intérieur a diminué de près de 2 milliards de dollars, pour finalement atteindre 16,6 milliards de dollars en 2017. Cela est dû en grande partie à la baisse du financement des banques publiques nationales en Inde, de 2,5 milliards de dollars en 2015-2016 à 500 millions de dollars en 2017. Du côté du secteur privé national, les prêts des banques commerciales ont sensiblement

GRAPHIQUE ES 1

Sources de financement pour l'électricité dans les 20 pays « à revenu élevé » (PRE/ HICs en anglais) (USD milliards)



diminué, tandis que ceux des promoteurs et des entreprises n'ont que légèrement augmenté, atteignant 13,5 milliards de dollars en 2017, contre 12,7 milliards de dollars en 2015-2016.

En termes de technologies, les centrales à énergies renouvelables connectées au réseau ont représenté 61% de tous les financements ; ce qui représente une augmentation de près de 6 milliards de dollars de 2015 à 2016. C'est à l'Inde que l'on doit, en grande partie, l'augmentation des investissements dans l'énergie solaire photovoltaïque.

L'investissement réalisé dans les centrales à combustibles fossiles raccordées au réseau - principalement alimentées au charbon - a diminué pour se stabiliser à 6,6 milliards de dollars en 2017, contre 8,1 milliards de dollars en 2015-2016. En 2017, quatre centrales au charbon ont été financées dans deux PRE (HICs), au Bangladesh et aux Philippines, contre 17 en 2015-2016. Soixante pour cent de l'ensemble du financement du charbon (5,6 milliards de dollars) provenait des banques d'exportation et d'importation de l'Inde (1,6 milliard de dollar) et de la Chine (1,7 milliard de dollar) pour des projets au Bangla-

ENCADRÉ ES 1

Accès au financement pour l'électricité en Ouganda

DE HAUTES AMBITIONS SOUTENUES PAR DES INITIATIVES CROISSANTES MENEES PAR LE GOUVERNEMENT

En décembre 2018, seuls 38% des ménages ougandais avaient accès à un niveau minimum d'électricité conforme au cadre multi-niveaux (MTF en anglais)³.

L'Ouganda a des objectifs ambitieux pour améliorer l'accès à l'électricité, notamment pour parvenir à un accès quasi universel d'ici 2030. Divers efforts nationaux dirigés par le public sont en cours pour atteindre cet objectif, notamment des facilités de financement par le biais de l'Agence d'électrification rurale et de la Société ougandaise de crédit et de capitalisation de l'énergie pour stimuler les investissements dans les projets d'accès à l'électricité.

Malgré ces efforts, le financement de l'accès à l'électricité a considérablement diminué, passant d'une moyenne annuelle de 657 millions de dollars entre

2013 et 2016 à 269 millions de dollars en 2017. Bien que le financement global n'ait pas augmenté au cours des cinq dernières années, il existe certains indicateurs positifs liés à l'investissement privé national, qui a atteint son plus haut niveau en cinq ans en 2017 à 145 millions de dollars. De même, les investissements dans les solutions de dernier kilomètre y compris les mini-réseaux et les technologies hors réseau, ont également atteint un record de 35 millions de dollars en cinq ans en 2017.

Des obstacles empêchent toujours d'accroître les investissements pour l'accès à l'électricité, notamment des capitaux insuffisants pour développer les activités des chaînes de valeur de l'énergie, une faible sensibilisation des consommateurs aux solutions d'accès à l'électricité, des taux élevés de pauvreté dans les communautés rurales et parmi les personnes déplacées, une volonté relativement faible de payer pour ces solutions, et une méfiance envers les solutions réseaux et hors réseaux. Les solutions abordées dans l'étude de cas incluent l'application de garanties de mutualisation des risques afin de stimuler les investissements, l'augmentation des investissements dans les stratégies de paiement mobile et l'engagement en faveur de l'application des normes de produits.

desh. Les promoteurs et les banques du secteur privé ont représenté plus de 30% du financement total des centrales à charbon en 2017 (1,5 milliard de dollars), répartis de manière presque égale entre sources nationales et internationales.

Les investissements dans les solutions hors réseau et les mini-réseaux (OGS en anglais) continuent de représenter une faible proportion (1,2%) du total

des financements suivis pour l'électricité. Avec 430 millions de dollars en 2017, les investissements réalisés dans le secteur n'ont augmenté que marginalement par rapport à l'année 2015-2016. Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont représenté ensemble 56% du total.

Les investissements en Inde et au Bangladesh ont représenté près des deux tiers (24 milliards de dollars) du financement total en 2017. Cela représente une augmentation de 4 milliards par rapport à 2015-2016, année durant laquelle la région avait enregistré

³ Bhatia, M. and Angelou, N., 2015. "Beyond Connections: Energy Access Redefined". ESMAP Technical Report. Washington, DC: World Bank. Disponible sur: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24368>

une augmentation stupéfiante de 12,4 milliards de dollars entre 2013 et 2014, principalement grâce au financement des énergies renouvelables en Inde. Cet investissement aide l'Inde à progresser rapidement vers la réalisation de ses objectifs énergétiques.

Outre le Nigéria, qui a attiré plus de 6 milliards de dollars en 2017, les investissements dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne sont restés insuffisants pour répondre aux besoins d'accès. Cumulativement, le financement de l'électricité dans les 13 pays africains analysés dans le présent rapport est passé de 5 milliards de dollars en 2015-16 à 9,6 milliards de dollars en 2017, principalement en raison de la construction d'une grande centrale hydroélectrique au Nigéria d'une valeur de près de

5 milliards. Les investissements réalisés dans quatre pays d'Afrique subsaharienne ont diminué en 2017 et moins de 300 millions de dollars ont été injectés dans dix pays.

Comme nous l'avons constaté les années précédentes, la majeure partie de l'électricité produite grâce aux dons s'adresse aux consommateurs industriels et commerciaux et non aux ménages. On estime que 36% de tous les financements en électricité dans les PER (HICs) soutiennent un accès nouveau ou amélioré pour les ménages. Bien que l'investissement dans l'électricité résidentielle ait plus que doublé au cours des cinq dernières années, suite à la croissance globale du financement de l'électricité, il doit être encore plus rapide. Cela est particulière-

ENCADRÉ ES 2

Accès au financement de l'électricité aux Philippines

ÉNERGIES RENOUVELABLES NÉCESSAIRES POUR LES ZONES DÉMUNIES D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

Les Philippines constituent l'une des économies à la croissance la plus rapide d'Asie du Sud-Est et se sont fixés pour objectif d'atteindre 100% d'électrification d'ici 2020. Toutefois, à moins d'un an de l'échéance, dans certaines régions, 26% de la population en moyenne n'a pas accès à l'électricité, ce qui indique qu'il reste encore beaucoup à faire.

En raison du caractère archipélagique du pays, les infrastructures de réseau existantes ne parviennent pas à atteindre les populations de ses îles plus petites et plus isolées. Toutefois, les investissements dans les solutions hors réseau ont atteint en moyenne 2 millions de dollars par an entre

2013 et 2017, et une importante baisse des investissements de 4.1 milliards de dollars en 2015-2016 à 1.4 milliards de dollars en 2017. Pour compliquer les choses, l'accessibilité économique de l'électricité pose un problème, étant donné que 21,6% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national, tandis que le coût moyen de l'électricité est l'un des plus élevés d'Asie.

Le fait d'apporter l'énergie solaire dans des régions éloignées peut potentiellement fournir une électricité fiable, durable et à un coût abordable dans ces régions.

Cela va nécessiter, des produits financiers nouveaux et innovants et de renforcer les capacités de ces financements associées, tout en affinant et en mettant à l'échelle des mécanismes ayant fait leurs preuves. Des produits de dette personnalisés avec des tenures plus longues et des taux d'intérêt plus bas peuvent aider à couvrir les coûts initiaux et à soutenir une adoption plus large de l'énergie solaire distribuée.

ment valable pour l'Afrique subsaharienne, où l'électrification pour tous nécessiterait au moins 27 milliards de dollars par an d'ici 2030 (OCDE, 2019). Étant donné que près de 5,1 milliards de dollars auraient été engagés pour l'accès aux ménages en 2017, les promesses de financement actuelles sont nettement inférieures aux besoins.

Seulement 3% du total des promesses de financement de l'électricité résidentielle ont pu soutenir les niveaux d'accès inférieurs à l'électricité (niveaux 1 et 2) associés aux connexions de base en énergie. Ce sont ces connexions de base, souvent hors réseau ou d'autres solutions décentralisées, qui peuvent représenter un progrès important pour un meilleur accès à l'électricité pour les personnes vivant dans des zones reculées.

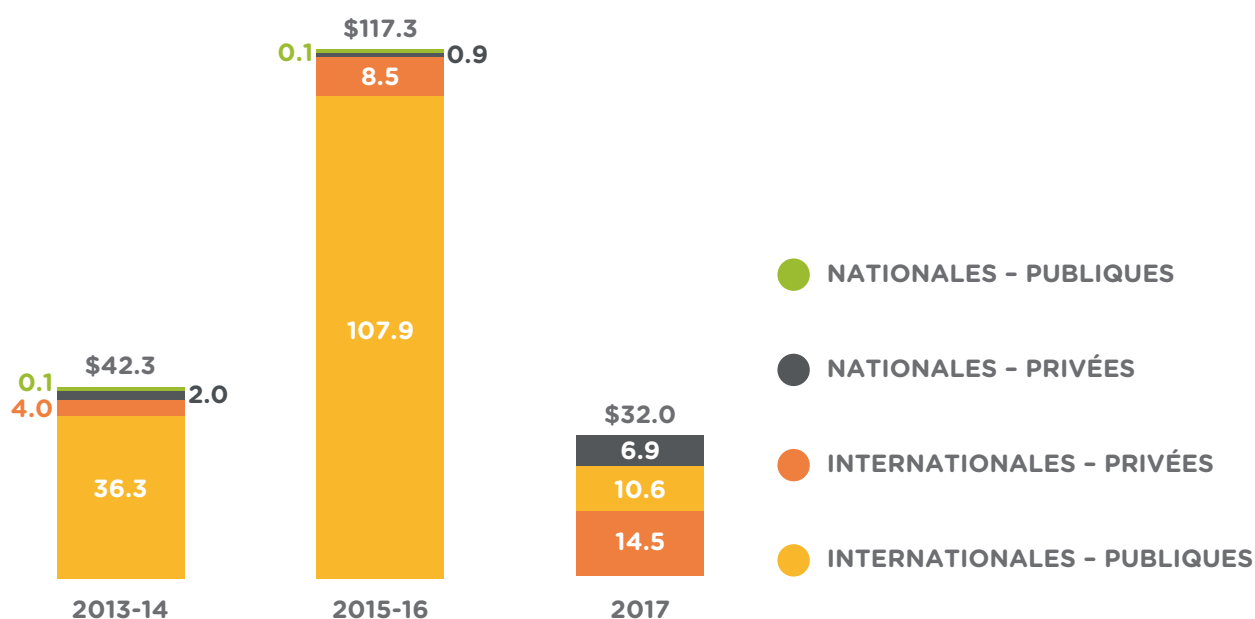
RÉSULTATS CONCERNANT LES DISPOSITIFS DE MODES DE CUISSON PROPRES

Le financement des modes de cuisson propres dans les résidences a diminué jusqu'à 32 millions de dollars en 2017, soit 73% de moins que la moyenne annuelle estimée à 117 millions de dollars pour 2015-2016⁴. Le financement pour les modes de cuisson propres témoigne d'un net ralentissement, en comparaison avec l'investissement annuel requis estimé à 4,4 milliards de dollars (*Tracking SDG7 : The Energy Progress Report 2019*). Ces déficits persistants augmentent l'investissement annuel requis pour parvenir à l'accès universel d'ici 2030 et intensifient l'urgence d'étendre le financement pour des solutions de mode de cuisson propres dès que possible.

⁴ Ce rapport utilise les valeurs mises à jour pour 2013-2014 et 2015-2016 publiés dans les rapports précédents.

GRAPHIQUE ES 2

Sources de financement pour les modes domestiques de cuissons propres (en million de dollars américains)



ENCADRÉ ES 3

Accès aux modes de cuisson propres au Nigéria

UN VASTE MARCHÉ DE MODE DE CUISSON PROPRES À EXPLOITER

Le Nigéria est le pays le plus peuplé d'Afrique et présente à cet égard l'économie la plus vaste. 95% des ménages, soit environ 190 millions de personnes, n'ont ni accès aux combustibles ni aux technologies de mode de cuisson propres, ce qui provoque 23 000 décès d'enfants par an en raison d'infections des voies respiratoires inférieures, suite à l'utilisation de combustibles solides. La taille du pays offre un potentiel d'accès aux mode de cuisson propres à près de 40 millions de ménages.

Le Nigéria a testé la subvention du kérosène en tant que combustible de cuisson. Ce programme a coûté au gouvernement environ 1 milliard de dollars en 2015 et s'est révélé inefficace pour garantir l'accès à des mode de cuisson à prix abordables. La subvention a été levée en 2016, cependant, le kérosène reste le carburant préféré des ménages urbains.

Bien que le Nigéria soit l'un des plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de gaz de pétrole liquéfié (GPL), ses ménages consomment beaucoup moins que ceux des pays producteurs de pétrole voisins, et même moins que la moyenne de l'ensemble des ménages d'Afrique subsaharienne. Cette baisse de la consommation de GPL par habitant a été attribuée au cadre environnemental réglementaire incomplet du pays pour le gaz de cuisson au GPL, qui a empêché les investissements commerciaux dans le secteur requis pour permettre une plus grande adoption.

Compte tenu des investissements limités dans le secteur de la cuisson propre au Nigéria au fil des années, il est crucial de renforcer considérablement le climat des investissements. Cela impliquera : 1) le développement de programmes de subventions intelligents catalytiques, tels que ceux qui s'appuient sur l'expérience de systèmes de financement basés sur les résultats (RBF) sur d'autres marchés; 2) la recherche et la préparation d'opportunités d'investissement dans les carburants de mode de cuisson propres et modernes; et 3) l'adoption des meilleures pratiques internationales en matière de transformation du marché du GPL.

En 2017, les finances publiques internationales consacrées aux modes de cuisson propres ont connu une baisse marquée, tant en termes quantitatifs que proportionnels, atteignant un nouveau plancher de 10,6 millions de dollars. Les finances publiques internationales ont diminué par rapport aux moyennes annuelles respectives de 36,3 millions de dollars en 2013-14 et de 108 millions de dollars en 2015-16. Sur les 92% de l'ensemble des financements suivis en 2015-2016, les finances publiques internationales ne représentaient que 33% des financements enregistrés en 2017.

Les financements privés⁵ pour l'accès aux modes de cuisson propres ont augmenté en termes quantitatifs et proportionnels en 2017, représentant 66% de l'ensemble des finances enregistrées, contre 14% en 2013-2014 et 8% en 2015-2016. Alors qu'une moyenne annuelle de 6 millions de dollars de financements privés a été observée en 2013-2014, ce chiffre a atteint environ 21 millions de dollars

⁵ L'organisation Clean Cooking Alliance (CCA) a enregistré 40 millions de dollars d'investissement dans des entreprises de mode de cuisson propres en 2017 (Clean Cooking Alliance, 2019). Le présent rapport n'intègre que les transactions dont bénéficient les entreprises des 20 pays à revenu élevé, ce qui correspond à un montant de 22,5 millions de dollars.

en 2017. Cette hausse est principalement due à la hausse des investissements en actions de sociétés, qui est passée de 2 millions de dollars en 2013-14, puis à 6 millions de dollars en 2015-2016, et enfin à plus de 13 millions de dollars en 2017.

L'Afrique subsaharienne a reçu la majorité des fonds nécessaires à l'installation de modes de cuisson propres en 2017, le Kenya recevant 63% du total des engagements enregistrés. La réputation du Kenya en tant que destination pour les investissements ayant un impact sur l'accès à l'énergie en Afrique a été maintenue, le pays ayant mobilisé plus de 20 millions de dollars sur les 32 millions de dollars de financement de mode de cuisson propre en 2017. Les autres pays ayant des besoins plus importants (c'est-à-dire où plus de 90% de la population n'ont pas accès aux combustibles propres et aux technologies) ont reçu un financement disproportionné. Il est important de noter que les limitations de données empêchent le rapport de suivre les programmes de financement publics nationaux. Par conséquent, l'analyse sous-représente la profondeur du financement des pays à revenu élevé dont les gouvernements ont donné la priorité au mode de cuissons propres, comme l'Inde et l'Indonésie.

Les foyers à biomasse améliorés ont continué de recevoir le financement le plus important en 2017, suivis des solutions des modes de cuisson à base d'alcool. Alors que les foyers à biomasse améliorés et les solutions de biogaz ont été les principaux bénéficiaires du financement des modes de cuisson propres au cours des années précédentes, les solutions à base d'alcool ont dépassé les digesteurs à biogaz en 2017, recevant plus de 6 millions de dollars de financements, après plus de 14 millions de dollars alloués aux foyers à la biomasse améliorés.

Les améliorations méthodologiques introduites cette année ont amélioré la fiabilité de l'analyse, historiquement impactée par d'importantes lacunes de données dans le secteur des modes de cuisson propres. Un ajout bienvenu, et fourni par le Groupe de la Banque mondiale, de données de financement des modes de cuisson propres a permis

d'identifier plus de 200 millions de transactions supplémentaires entre 2013 et 2016 et de mettre à jour les moyennes annuelles publiées dans les éditions précédentes de ce rapport.

Cependant, les données de transaction relatives au financement des solutions de modes de cuisson propres restent rares et difficiles à regrouper. Un effort de recherche multipartite est nécessaire pour améliorer la compréhension de la communauté mondiale de cet important paysage du financement.

ATTEINDRE LES PLUS VULNÉRABLES

Pour la première fois dans la série d'études « *Energizing Finance* », cette itération met en lumière les problèmes rencontrés par les groupes les plus vulnérables pour accéder à l'énergie. Cette série se concentre spécifiquement sur les femmes et les filles, qui sont responsables de manière disproportionnée du ramassage des combustibles et de la cuisson à la biomasse. En conséquence, celles-ci risquent à la fois d'être victimes de violence lors de la collecte et des conséquences négatives sur leur santé associée aux émanations de la combustion de la biomasse dans leur foyer. Ce rapport attire également l'attention sur les risques auxquels font face les personnes déplacées, qui dépendent également fortement de la biomasse et parmi lesquelles la collecte de carburant peut conduire à un conflit politique pour des ressources limitées (SAFE, 2015).

En 2017, 7% seulement de 14 milliards de dollars de l'aide annuelle publique au développement (APD) allouée aux activités énergétiques dans les pays en développement étaient spécifiquement destinés aux femmes. Les flux d'APD dans le secteur de l'énergie avec l'égalité des sexes en tant qu'objectif politique explicite ont été multipliés par dix depuis 2002, année où ces activités s'élevaient à 73 millions de dollars, mais la part des flux financiers énergétiques totaux est restée pratiquement inchangée.

Les projets d'accès à l'énergie destinés aux femmes et aux personnes déplacées comprennent le financement par répartition (PAYG en anglais), l'aide à la création d'entreprise dans le secteur de l'énergie et

ENCADRÉ ES 4

Accès aux modes de cuisson propres pour tous au Népal

UN MARCHÉ TRADITIONNEL DES MODES DE CUISSON PROPRES POUR DES APPROCHES AUDACIEUSES

Le Népal a privilégié depuis des décennies la diffusion des réchauds artisanaux en boue et en métal, des poêles « rocket » et de digesteurs à biogaz à chambres concentriques progressives (GCC). Pourtant, malgré ces actions et la petite taille du pays, et une population de 30 millions d'habitants, seuls 28% des ménages ont accès à des combustibles et à des technologies de modes de cuisson propres. Les ménages ruraux utilisent principalement des biocombustibles solides traditionnels, tandis que les ménages urbains privilégient de plus en plus l'utilisation du gaz de cuisson au GPL importé.

Le gouvernement du Népal s'est fixé pour objectif de parvenir à des modes de cuisson propres pour tous d'ici 2022. Grâce à une série de politiques, de programmes

et de stratégies coordonnés par le Centre « Alternative Energy Promotion », les investisseurs et les entreprises du secteur des modes de cuisson propres peuvent bénéficier d'un environnement d'investissement accueillant, renforcé par des subventions en capital accordées à certaines technologies et communautés.

Malheureusement, les investissements publics et privés dans les modes de cuissons propres restent limités, avec moins de 1 million de dollars de transactions enregistrées au cours des cinq dernières années. Afin de parvenir à un modèle de cuisson propre pour tous au Népal, le gouvernement devrait prendre en considération les points suivants: 1) élargir la gamme de combustibles des modes de cuisson propres et de technologies pris en charge par la politique de subvention des énergies renouvelables; 2) miser sur l'histoire des partenariats public-privé dans le secteur de l'énergie au Népal, c'est-à-dire pour accéder à de nouvelles sources de financement pour le climat; 3) accroître la capacité de stockage national de GPL afin de réduire les limitations saisonnières de l'offre; et 4) explorer de nouvelles et modernes possibilités de modes de cuisson propres.

des programmes de financement spécialisés visant à faciliter l'accès des plus vulnérables. Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de projets d'accès à l'énergie profitant aux femmes et aux personnes déplacées, mais il faut accroître l'ampleur et accélérer les investissements pour atteindre les objectifs d'accès à l'énergie.

DES MECANISMES DE FINANCEMENT INNOVANTS POUR AUGMENTER L'ACCES A L'ENERGIE

Cette année, le rapport présente une analyse nouvelle de la manière dont l'innovation financière peut accroître l'accès à l'énergie. Des facteurs tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et de change, la taille des petits investisseurs et l'instabilité politique, en particulier s'ils s'appliquent à des marchés de l'énergie difficiles et sous-développés, peuvent em-

pêcher les investisseurs d'y pénétrer à grande échelle. Cependant, un certain nombre de modèles commerciaux et de mécanismes de financement existants, appliqués à différents secteurs, technologies et zones géographiques et structurés de manière à répondre aux besoins des investisseurs, peuvent libérer des capitaux privés supplémentaires pour les projets d'accès à l'énergie. Il est encourageant de constater qu'un certain nombre de ces mécanismes de financement sont en cours d'élaboration et de mise en œuvre dans les domaines de l'énergie renouvelable distribuée et des modes de cuisson propres. Ceux-ci comprennent: les garanties, les FBR, les modèles de paiement à la carte, la titrisation, les instruments de gestion du risque de change, le financement participatif et les installations de préparation de projet. Ces modèles doivent maintenant être reproduits à grande échelle pour combler les lacunes en matière d'investissement.

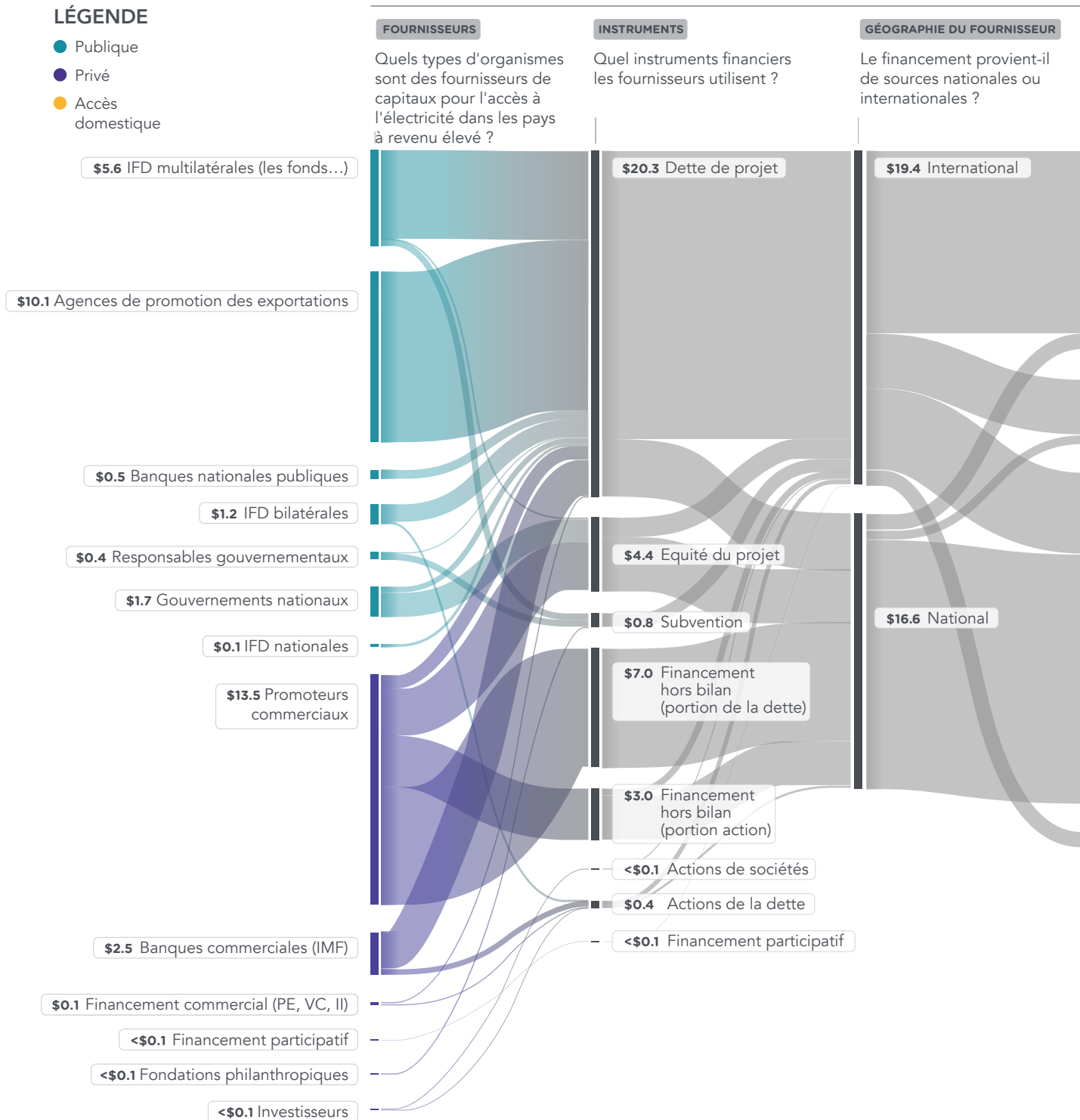


62851078
Alli Coub

Annexe A1

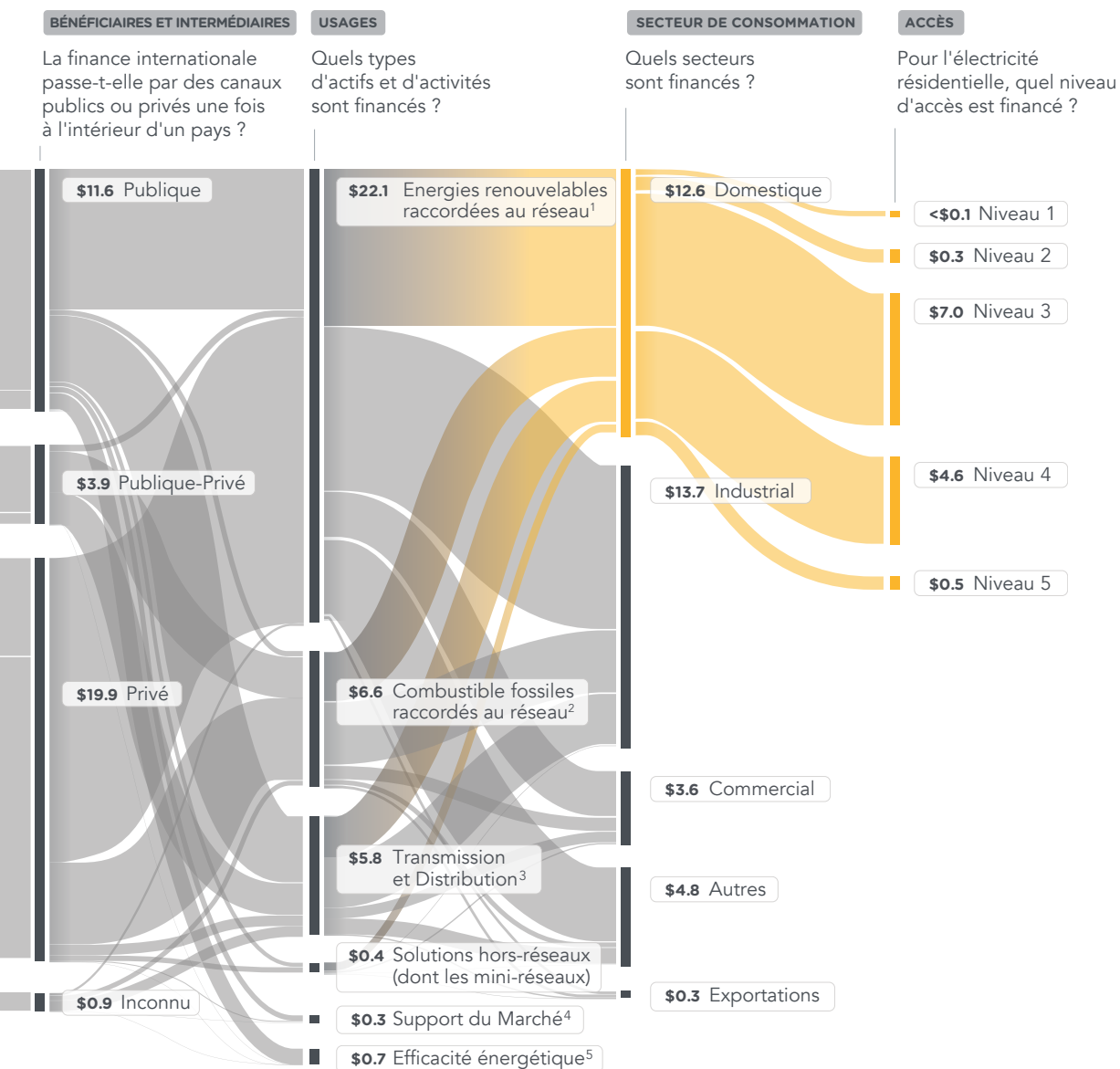
Flux financiers pour l'accès à l'électricité en 2017

Flux financiers moyens annuels engagés en 2017 dans les pays à revenu élevé (PER)
(milliards de dollars)



\$36 MILLIARDS DE DOLLARS

Total engagé par an



NB : Les valeurs peuvent ne pas correspondre à cause de l'arrondissement au niveau spécifique

¹ Les énergies renouvelables connectées au réseau incluent : les éoliennes, systèmes solaires photovoltaïque, petites et vastes et vastes installations hydroélectriques, géothermie, biomasse, autres, biocarburants.

² Les énergies fossiles connectées au réseau incluent : charbon, gaz, pétrole, autre

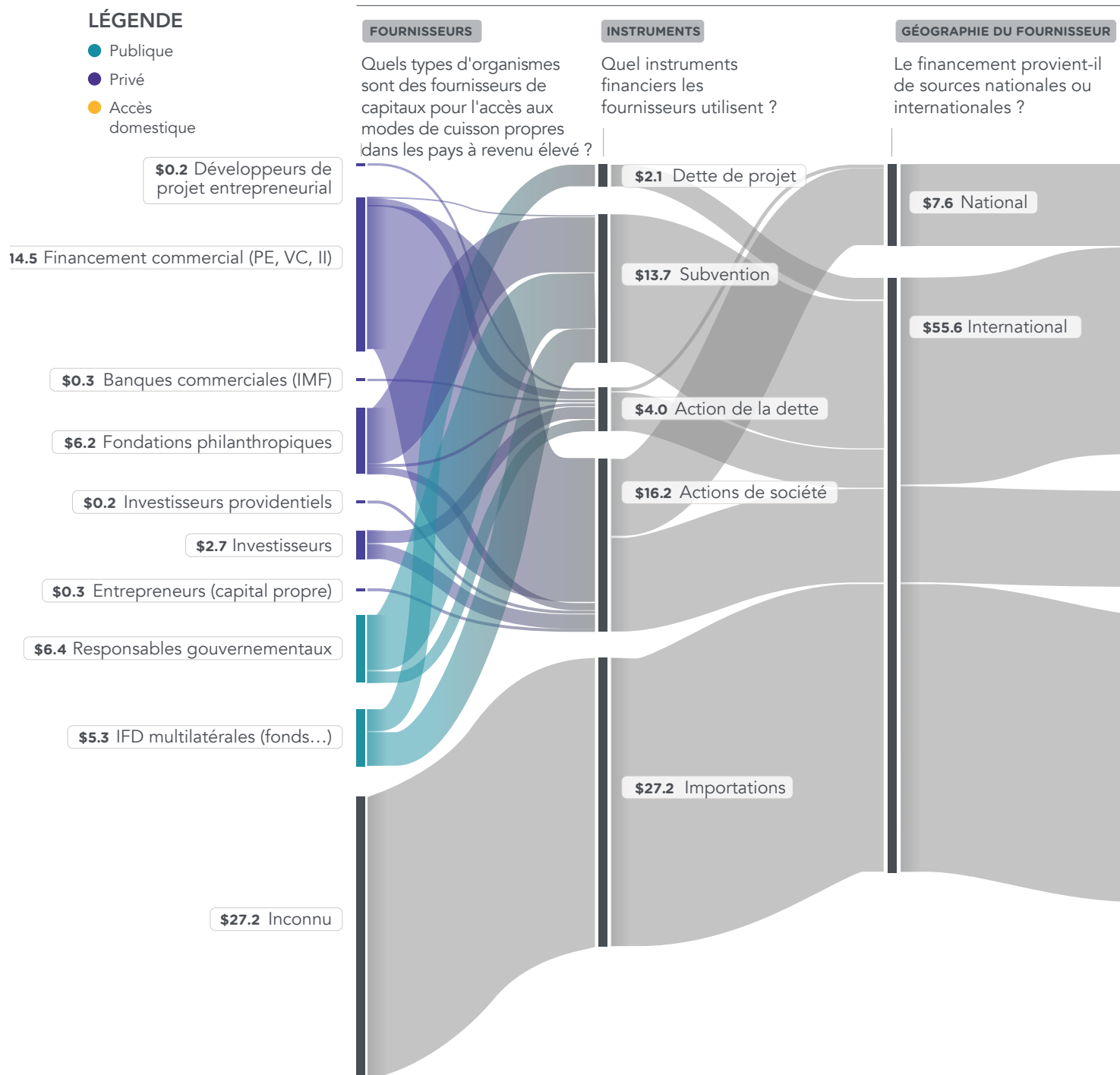
³ Transmission et Distribution incluent : Transmission, Distribution, Autres T&D

⁴ Les flux de soutien du marché n'ont été attribués à aucun secteur de consommation spécifique

⁵ Les flux de l'efficacité énergétique n'ont été attribués à aucun secteur de consommation spécifique.

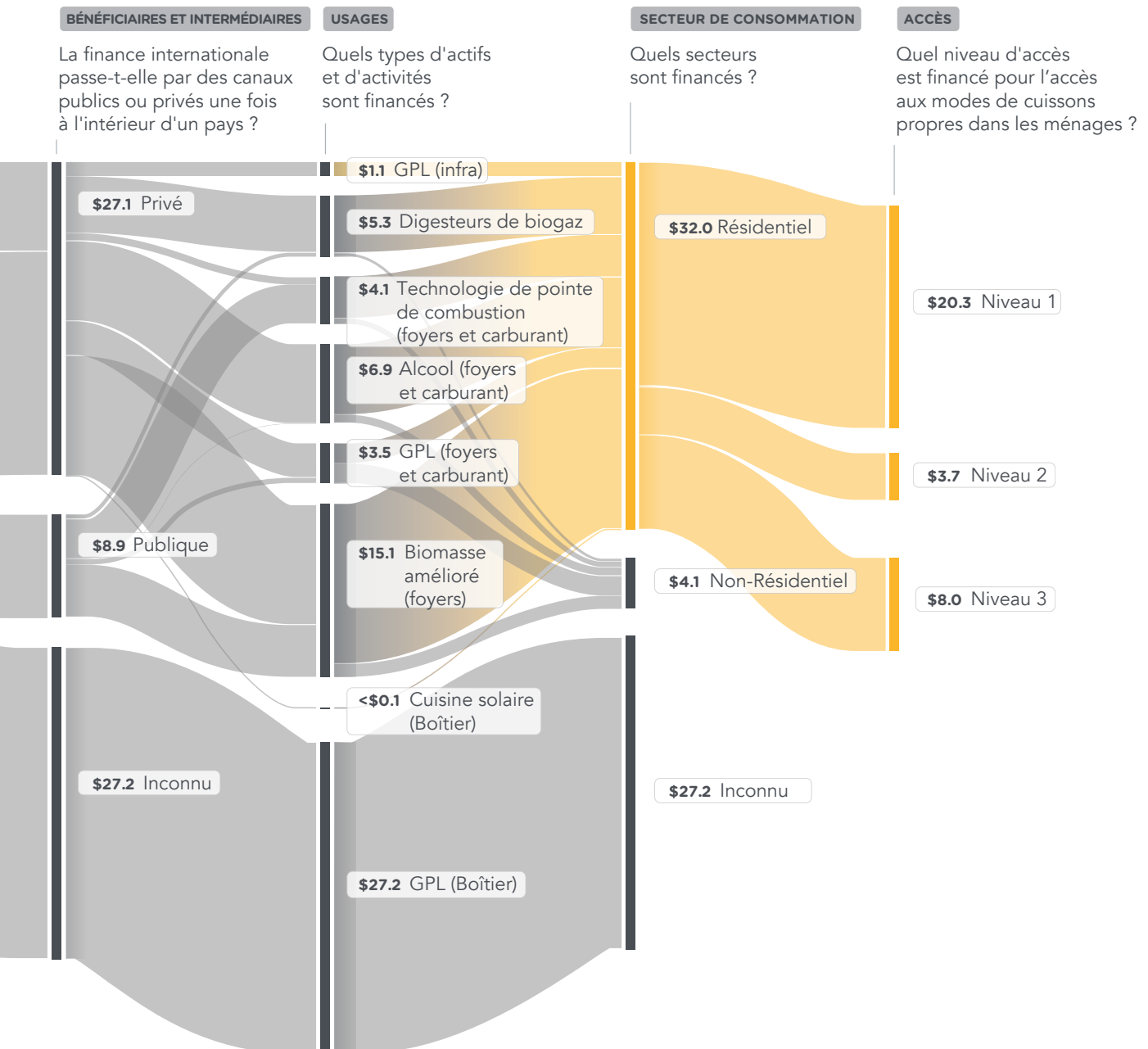
Annexe A2

Flux financiers pour l'accès à aux modes de cuisson propres en 2017
 Flux financiers moyens annuels engagés en 2017 dans les pays à revenu élevé (PER)
 (milliards de dollars)

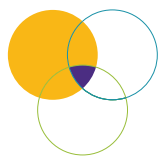


\$63.2 MILLIARDS DE DOLLARS

Total engagé par an



NB : Les valeurs peuvent ne pas correspondre à cause de l'arrondissement au niveau spécifique



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été commissionné par Sustainable Energy for All (SEforALL). L'équipe SEforALL était dirigée par Olivia Coldrey et Christine Eibs Singer, qui ont travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de la Climate Policy Initiative, qui avait mené une étude et rédigé le rapport : Federico Mazza, Chavi Meattle, Rahul Barua, Valerie Furio, Jolly Sinha, Morgan Richmond, Elysha Davila et Caroline Dreyer.

Nous sommes reconnaissants envers le comité directeur pour ses contributions continues, du début de l'étude à sa publication: Tehmina Akhtar, Rachel Bass, Sarah Bieber, Will Blyth, Clare Boland Ross, Mark Correnti, Alex Evans, Johanna Galan, Peter George, Giorgio Gualberti, Vibhuti Jain, Bonsuk Koo, Kee-Yung Nam, Monojeet Pal, Usha Rao, Simbini Tichakunda, Salvatore Vinci et John Wasielewski.

Nous remercions les contributions dans le cadre de notre enquête sur la philanthropie et les rendements des investissements : Aissatou Diagne, Leslie Labruto and Sarah Bieber (Acumen), Irene De Jong (Fondation DOEN), Jeffrey Prins (Fondation IKEA), Clive Baldwin, Sam Parker and Will Sumner (Fondation Shell), Mark Correnti et Emira Woods (Campagne Shine) et Clare Boland Ross (Fondation Rockefeller).

Le rapport a également tiré parti des informations et des données reçues de nombreux autres collègues et paires.

Nous aimerions remercier Dan Murphy et Ian Muir (Catalyst Off-Grid Advisors), Peter George, Jescinta Izevbogie et Shrikant Avi (Clean Cooking Alliance), William Blyth (DFID), Toby Couture (E3 Analytics), Iskander Erzini Vernoit (E3G), Mariana Daykova, Silvia

Francioso et Johanna Galan (GOGLA), Alex Evans et Renzo Bee (GLPGP), Salvatore Vinci (IRENA), Giorgio Gualberti et Jenny Hedman (OCDE), Vibhuti Jain, Yikona Yihemba et John Wasielewski (Power Africa), Clare Boland Ross (Fondation Rockefeller), Bonsuk Koo, Elisa Portale, Dana Rysankova, Chiara Odetta Rogate et Yabei Zhang (World Bank), Usha Rao, Floradema Eleazar et Ricardo Torres (UNDP).

Rachel Kyte, ancienne Directrice générale et Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU de SEforALL a fourni des conseils précieux et une supervision efficace et de qualité.

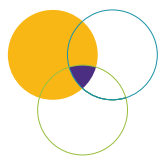
Climate Policy Initiative tient à remercier Barbara Buchner, Angela Falconer, Mahua Acharya, Vaibhav Pratap Singh, Labanya Jena Prakash, Cooper Wbee et Keren Gross pour leur soutien pendant les différentes étapes de ce travail.

Nous aimerions remercier le personnel de SEforALL pour son soutien : Annette Aharonian, Sameer Ahmad, Juan Cerda, Tracey Crowe, Hannah Girardeau, Maja Grsic, Ben Hartley, Gorana Jerkovic, Stephen Kent, Caroline McGregor, Mikael Melin, Glenn Pearce-Oroz, Luc Severi et Beth Woodthorpe-Evans.

Nous remercions également : Jenny Nasser (Correctrice anglais), Vilmar Luiz (graphiste) et Ralph Romero (support graphique).

Nous sommes très reconnaissants du soutien financier et matériel de l'Agence autrichienne pour le développement, de la Fondation Charles Stewart Mott; du ministère fédéral de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires étrangères de l'Autriche; de la

Fondation IKEA; du ministère des Affaires étrangères du Danemark; du ministère des Affaires étrangères d'Islande; du ministère des Affaires étrangères de la République de Corée; ministère des Affaires étrangères de la Suède; et de la Fondation des Nations Unies. Nous remercions également la Fondation ClimateWorks, le programme Transforming Energy Access du ministère du Développement international du Royaume-Uni ; le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement; le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire; et le Wallace Global Fund pour leur soutien aux programmes de SEforALL.



DROITS D'AUTEUR ET RESPONSABILITÉ LÉGALE

© 2019 SUSTAINABLE ENERGY FOR ALL

Siège social

Tour Andromède, 15ème étage
6 rue Donau City
1220 Vienne, Autriche
Téléphone : +43 676 846 727 200

Bureau satellite

1750 avenue Pennsylvania. NW
Washington, DC 20006,
États-Unis
Téléphone : +1 202 390 0078

Site Internet : www.SEforALL.org

Ce travail est un produit de Sustainable Energy for All (SEforALL) et a bénéficié de la contribution externe de Climate Policy Initiative. Les résultats, interprétations et autres conclusions exposés dans ce document ne reflètent pas nécessairement la position de SEforALL, de son Conseil d'Administration ou de ses donateurs, ni de celle de Climate Policy Initiative.

SEforALL ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations représentées sur les graphiques de ce document n'impliquent aucun jugement de SEforALL sur le statut légal de quelque territoire que ce soit ou l'approbation ou acceptation de ces limites frontalières.

Les vues exprimées ici ne reflètent en aucun cas la position officielle de nos bailleurs.

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu de ce document est protégé par le droit d'auteur et est soumis aux droits de propriété. SEforALL et Climate Policy Initiative encouragent la diffusion de ses connaissances, ce travail peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, sous condition de pleines attributions à ses auteurs. Veuillez citer ce travail comme suit : Sustainable Energy for All (SEforALL) et Climate Policy Initiative. Dynamiser le financement de l'accès à l'Énergie : Un Tour d'Horizon 2019. License : Noncommercial-No-Derivatives 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

Le rapport complet et la série de rapports « *Energizing Finance* » est disponible sur SEforALL.org/EnergizingFinance



Pour en savoir plus, consultez SEforALL.org/EnergizingFinance